



INDICE DU LOGEMENT LOCATIF



Communiqué de presse – pour diffusion immédiate

Dévoilement du nouvel Indice du logement locatif

[Montréal, le 10 septembre 2015] La Caisse d'économie solidaire et le Réseau québécois des OSBL d'habitation (RQOH) et plusieurs autres partenaires de l'habitation à travers le pays dévoilent aujourd'hui un tout nouvel outil pour analyser l'évolution du logement locatif au Québec et au Canada.

Saviez-vous que :

- 37 % des ménages québécois consacrent plus du tiers de leur revenu au paiement de leur loyer et 17 % y consacrent plus de 50 %, ce qui les place en situation de crise budgétaire ?
- Dans la circonscription de Saint-Laurent (île de Montréal), 22 % des ménages vivent dans des conditions de surpeuplement ?
- L'indice global (accessibilité, écarts de revenus, surpeuplement, etc.) révèle que la situation du logement est « pauvre » à Rimouski, « sévère » à Berthierville et « critique » à Montréal ?

L'**Indice du logement locatif** (ILL) se présente sous la forme d'un portail interactif géomatique croisant des données à caractère économique et social, ce qui permet d'obtenir pour la première fois des informations claires et précises sur les questions d'accessibilité, de surpeuplement ou de coût excessif du logement locatif au Québec et au Canada.

L'**ILL** est accessible via le site www.rqoh.com

En croisant de nombreuses données, l'**ILL** permet de rendre compte de la situation du marché du logement locatif et favorise une analyse détaillée de l'accessibilité du logement locatif pour plusieurs niveaux de revenus par provinces, par municipalités et par circonscriptions dans l'ensemble du Canada. Mis à jour sur une base régulière, l'**ILL** constitue un outil solide pour ceux et celles qui s'efforcent d'offrir un logement décent et abordable à l'ensemble de la population et devrait inspirer les partis et les candidats aux élections fédérales afin qu'ils prennent des engagements appropriés dans le domaine du logement locatif.

Le RQOH invite les journalistes intéressés aux questions sociales et économiques, aux affaires municipales et aux politiques publiques à s'entretenir avec son directeur général Stéphan Corriveau.

CANADIAN
RENTAL
HOUSING INDEX



INDICE DU
LOGEMENT LOCATIF
CANADIEN

Un nouvel indice du logement locatif illustre un niveau critique de dépense partout au Canada.

Un partenariat national d'organismes d'habitation publie des données et une nouvelle base de données interactive, démontrant un besoin criant en investissement public.

TORONTO, Ontario, le 10 septembre 2015 — De nouveaux chiffres publiés aujourd'hui par un partenariat national d'organismes d'habitation et d'institutions financières révèlent qu'au Canada plus de 40 % de tous les ménages locataires consacrent plus de 30 % de leur revenu brut à leur loyer.

Plus alarmant encore, ces chiffres montrent qu'un ménage locataire canadien sur cinq dépense plus de 50 % de son revenu brut pour payer son loyer, ce qui le place dans une situation de crise financière. Cela est particulièrement vrai en Colombie-Britannique, en Ontario et en Nouvelle-Écosse, où les prix sont inabordables en provoquant encore plus de pression sur les locataires.

« Le problème financier le plus important pour les Canadiens est leur capacité à payer leur logement, et ce problème tend à empirer », constate Tony Roy, directeur général de l'Association du logement sans but lucratif de la Colombie-Britannique. « La situation des gens les plus nécessiteux est particulièrement sérieuse, et elle est aggravée par l'inaction du gouvernement fédéral en matière de logements locatifs. On est plus enclin à voir la situation s'envenimer avant de la voir s'améliorer. »

Les chiffres cités sont tirés de [l'indice du logement locatif canadien](#), une nouvelle carte interactive utilisant les données de recensement de Statistiques Canada. Cet indice est le premier du genre voué à l'étude des problèmes liés aux revenus, à l'abordabilité et au surpeuplement dans 800 villes et régions de toutes les provinces et tous les territoires canadiens.

L'indice analyse également l'abordabilité des logements dans 338 circonscriptions fédérales. Il montre que les loyers moyens les plus élevés dans les métropoles sont ceux de Calgary (1 123 \$), Vancouver (1 089 \$) et Toronto (1 026 \$). À Vancouver et Toronto, près de la moitié (45 %) des ménages consacrent plus de 30 % de leur revenu pour se loger.

« Le public a été habitué pendant des années à être bombardé de chiffres concernant la capacité d'accéder à la propriété. Le nouvel indice du logement locatif nous permet maintenant de chiffrer la crise qui frappe le marché locatif », affirme Sharad Kerur, directeur administratif de l'Association du logement sans but lucratif de l'Ontario. « Tous les paliers de gouvernement devraient être interpellés par le fait que près du quart des Canadiens ont atteint un niveau de dépenses critique simplement pour avoir un toit sur la tête. »

LE PROBLÈME N'EST PAS QU'URBAIN.

L'indice du logement locatif révèle également que le problème du logement locatif abordable n'est pas qu'une affaire de grande ville. De nombreux ménages locataires vivants dans de petites localités sont aussi pris à la gorge financièrement.

« La santé de nos collectivités est tributaire de logements locatifs abordables, et le nouvel indice souligne bien le besoin de nouveaux investissements, précise Linda Morris, vice-présidente principale de la caisse populaire de Vancity. « Les institutions financières ont un rôle de premier plan à jouer pour soutenir les initiatives locales dans ce domaine. Cependant, il faut que nos principaux paliers de gouvernement exercent un leadership énergique pour faire en sorte que tous les Canadiens puissent avoir accès à un logement abordable », ajoute-t-elle.

Dans des petites villes comme Duncan, en Colombie-Britannique, 62,3 % des ménages locataires consacrent plus de 30 % de leur revenu au paiement de leur loyer. D'autres collectivités rurales vivent le même type de crise. C'est le cas de Stephenville, à Terre-Neuve, et de Saint-Calixte, au Québec, où plus de 55 % des ménages locataires sont forcés de dépenser beaucoup plus que ce qui est recommandé pour se loger.

« Régler le problème de l'itinérance au Canada est possible, mais il faudra prendre des décisions éclairées », explique Tim Richter, président et chef de l'exploitation de l'Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance. « Les données recueillies grâce à l'indice du logement locatif vont permettre aux décideurs de tous les paliers gouvernementaux de mettre des ressources en oeuvre d'une façon qui sera à la fois mesurable et efficace. »

Les conclusions générales auxquelles parvient l'Indice mettent en évidence, la nécessité pour tous les gouvernements, partout au pays, de consacrer plus d'argent au développement de logements locatifs abordables. C'est la première fois que des données substantielles sur le logement locatif canadien sont collectées et rendues facilement accessibles au public. Cet indice du logement locatif canadien permettra aussi aux programmeurs de logements, aux dirigeants d'ensembles immobiliers sans but lucratif et à tous les paliers de gouvernement d'avoir accès facilement à des données sur mesure et à d'autres informations essentielles leur permettant de mieux planifier et de mieux répondre aux besoins des Canadiens en logements.

Pour en savoir plus sur l'Indice, rendez-vous sur www.rentalhousingindex.ca

LE PARTENARIAT

L'indice du logement locatif canadien a été développé par l'Association du logement sans but lucratif de la Colombie-Britannique et par la caisse populaire de Vancity, en collaboration avec l'Association du logement sans but lucratif de l'Ontario, *Alberta Network of Public Housing Agencies*, *LandlordBC*, l'Association de logement sans but lucratif du N-B, Yukon Anti-Poverty Coalition et le Réseau québécois des OSBL d'habitation.

CITATIONS SUPPLÉMENTAIRES

« La Fédération canadienne des municipalités est heureuse de l'avènement du nouvel indice du logement locatif. Cet indice attire l'attention sur la nécessité de rendre les logements plus abordables pour le tiers des Canadiens locataires. Il procure de l'information précieuse pour tous les

paliers de gouvernement qui doivent faire en sorte de répondre au problème du logement au Canada. »

- Raymond Louie, président, Fédération canadienne des municipalités

Tous les éléments sont aujourd'hui réunis pour nous mener vers une crise du logement locatif : Le financement fédéral pour les logements sociaux doit se terminer bientôt, les villes ont de moins en moins d'argent et les Canadiens touchant un faible revenu doivent attendre plusieurs années avant de pouvoir accéder à un logement social. De plus, notre réseau actuel de logements sociaux nécessite d'importantes réparations et rénovations. À ce stade-ci, un investissement fédéral dans tous les secteurs du logement abordable s'avère urgent. »

- Brigitte Witkowski, présidente, Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine

- 30 -

Pour plus de renseignements, ou pour convenir d'une entrevue, communiquer avec :

Serge Vallières

514 282-4834

serge.vallieres@citoyenoptimum.com

Meriem Idrissi Kaitouni

514 282-8319

Meriem.idrissi@citoyenoptimum.com